



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

immigration

Question au Gouvernement n° 2345

Texte de la question

POLITIQUE DE L'IMMIGRATION

M. le président. La parole est à Mme Nadine Morano, pour le groupe UMP.

Mme Nadine Morano. Ma question s'adresse à Nicolas Sarkozy, ministre d'État. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste.*)

Immigration choisie et non immigration subie : oui ! Mais, en 2002, monsieur le ministre d'État, avant votre arrivée place Beauvau, l'immigration était un sujet interdit, en parler était devenu tabou.

M. Maxime Gremetz. Et la brosse... !

Mme Nadine Morano. Avec courage et détermination, vous avez brisé ce tabou. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) En fixant aux préfets des objectifs d'expulsion, en fermant le centre de Sangatte, en allant sur le terrain, dans les quartiers difficiles (*Exclamations sur les mêmes bancs*), bref en osant agir, vous avez rompu avec l'immobilisme de vos prédécesseurs (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire - Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*)...

M. le président. Taisez-vous ! Laissez Mme Morano poser sa question !

Mme Nadine Morano. ...vous avez démontré votre volontarisme et votre refus de la fatalité. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Les effets de cette politique se font déjà sentir sur le terrain, tous les élus locaux en ont conscience. J'appelle, à cet égard, votre attention sur le dossier des centres de rétention administrative parce qu'il faut agir avec le sens de la responsabilité, mais aussi avec humanité. Je serais heureuse que vous précisiez le nombre de places disponibles dans ces centres de rétention (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) et le rythme de progression des travaux.

Ma question porte plus généralement sur les prochaines étapes de votre action, alors que le comité interministériel de contrôle de l'immigration vient de se réunir. La majorité se réjouit que les idées que vous avez courageusement défendues (*" Très bien ! " et applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*) soient maintenant celles du Gouvernement tout entier.

Monsieur le ministre d'État, nous attendons une véritable refondation de la politique d'immigration (*Exclamations sur les mêmes bancs*) :...

M. le président. Un peu de silence !

Mme Nadine Morano. ...sur les quotas, sur la lutte contre les détournements du regroupement familial et contre les mariages blancs. (*Bruit continu sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Le Parlement sera-t-il amené à discuter d'un projet de loi global ? En posant cette question, j'en forme le vœu pour nos compatriotes. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Nicolas Sarkozy, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Madame Morano, l'immigration est un sujet grave (*" Ah ! sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*) et difficile sur lequel toutes les majorités, depuis 1974, ont eu le grand tort de ne

pas réfléchir et proposer suffisamment. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

M. Bernard Roman. C'est faux !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. C'est justement parce que les formations politiques républicaines, par complaisance, et parfois par lâcheté, (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*) ont refusé d'aborder ce sujet que le Front national a été à ce niveau pendant vingt ans ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. Maxime Gremetz. Zorro est arrivé !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Quand les formations républicaines ne font pas leur travail de proposition alors que les citoyens sont légitimement inquiets, les extrêmes en profitent.

De plus, le travail pédagogique n'a pas été fait. Nous ne voulons pas, en France, de l'immigration zéro, qui n'a aucun sens au regard de l'histoire de notre pays. Les civilisations sont mortelles, mais elles le sont davantage par les risques de consanguinité que par l'apport de générations et de populations nouvelles. (*Bruit sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Mais nous ne voulons pas non plus du laxisme qui a conduit aux drames que nous avons connus, y compris dans nos banlieues, où les fils et les petits-fils d'immigrés que nous n'avons pas su, pas voulu ou pas pu intégrer sont aujourd'hui sans identité, sans repères et sans avenir ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Je me reconnais dans ce qu'a dit le Premier ministre : nous voulons une immigration choisie. C'est la raison pour laquelle, pour la première fois dans un gouvernement, un ministre est en charge de la coordination pour éviter toute opposition entre la logique des trois ministères en charge de ce dossier : les ministères des affaires étrangères, des affaires sociales et de l'intérieur. Nous disons les choses comme elles sont : nous voulons choisir ceux qui seront accueillis sur le territoire de la République pour pouvoir les intégrer (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*) et nous raccompagnerons chez eux ceux que nous n'avons pas choisis. Nous voulons davantage d'étudiants, davantage de chercheurs, davantage de solidarité envers ceux qui sont poursuivis, mais nous ne voulons plus de ceux dont on ne veut nulle part ailleurs dans le monde !

M. Maxime Gremetz. Et l'humanité là-dedans ?

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. La France, madame Morano, ne peut pas être le seul pays à ne pas décider de qui entre sur son territoire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française.*)

Données clés

Auteur : [Mme Nadine Morano](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2345

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : intérieur et aménagement du territoire

Ministère attributaire : intérieur et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 novembre 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 30 novembre 2005